



En campagne



Ça y est, les résultats sont connus. La soirée électorale a été, comme d'habitude, une suite de monologues des partisans des principales tendances politiques.

Sans surprise, mais malgré tout tragique, l'extrême-droite et l'abstention sont les grands vainqueurs de ces élections européennes.

La Cigogne a le cœur qui saigne : en France, comme dans la plupart des pays européens, les partis aux relents fascistes croissent, telle la mauvaise herbe les lendemains de pluie. Elle entend déjà au loin le bruit cadencé des bottes sur les pavés parisiens.

Certes le sujet de la montée de l'extrême-droite n'est pas nouveau, mais il gagne en intensité et se banalise, le résultat de ce vote en atteste.

Certes, vous me direz, tous ses électeurs ne sont pas des racistes ou des fascistes dans l'âme, mais donner leur voix à des mouvements

qui pourfendent l'immigration et les musulmans comme responsables des problèmes sociaux et économiques de la France et d'ailleurs et qui défendent la préférence nationale rappelle les heures sombres des années 1930 en Europe.

Pour la CGT, l'option libérale, cause de la grande crise de 1929 et des suivantes, détruit le lien social dans notre société. Cette politique de libéralisme et de mondialisation débridée que nous subissons depuis plus de 30 ans ont profité aux grandes entreprises et à la caste des ultra-riches qui les possèdent. Il n'est pas décent que certains et certaines continuent à se gaver sur le dos des travailleurs, véritable source de la richesse produite. De plus, elle nourrit l'option d'extrême-droite banalisant des thèses racistes et xénophobes comme solution aux problèmes de notre société.

Rappelons que le RN est défenseur du capital et a constamment voté contre les mesures sociales favorables aux classes populaires et aux travailleurs à l'Assemblée Nationale : contre l'indexation des salaires et des traitements sur l'inflation, contre la revalorisation des pensions de retraite, contre le blocage des prix (énergies, carburants et produits de première nécessité) ...

Pour la CGT, l'option fasciste, saupoudrée de mesurette sociales, n'est pas une solution pour aboutir à une société plus égalitaire et plus solidaire. La solution aux difficultés sociales et économiques que connaissent aujourd'hui beaucoup de salariés en France n'est pas dans

le repli identitaire prôné par les fascistes décomplexés mais dans l'urgence sociale.

Il y a urgence sociale à augmenter les salaires et les retraites, **urgence** à défendre notre industrie et nos services publics, **urgence** dans une meilleure répartition des richesses (notamment par une fiscalité plus juste et solidaire, la retraite à 60 ans, le partage du temps de travail, la semaine de travail de 32 heures...)

Il est temps de donner de l'espoir et des options d'avenir positives aux travailleurs/ses. Pour la CGT, un débat en profondeur doit être mené pour aboutir/bâtir une alternative durable à l'extrême-droite et au libéralisme. Certains appellent cela le **Front Populaire**. La décision surprise d'appeler les électeurs français à renouveler ses représentants à l'Assemblée Nationale sera l'occasion de mettre en lumière et en pratique ces choix d'avenir.



Convention DRFiP67 cadres A/A+

Vendredi 7 juin se tenait la convention de l'ensemble des cadres A et A+ du département. Comme l'an dernier, elle se tenait dans un amphithéâtre universitaire, car il faut bien caser tout ce petit monde.

Par contre, du positif, à l'inverse de l'an dernier :

- un café d'accueil a été servi,
- la température dans l'amphi était supportable,
- il n'y a pas eu d'émeutes en centre-ville bloquant la circulation des transports en commun.

Cette convention est notamment le moment de voir, revoir, faire la connaissance de collègues que l'on a pas l'occasion de croiser tous les jours, d'échanger (le matin au café, mais surtout entre midi et une), de discuter, de rigoler...

Pour le staff de direction, cette rencontre est l'occasion de faire le point sur certaines actualités professionnelles et de se féliciter que « tout va bien ». Mouais !

Pour la Cigogne, il est dommage que le sujet DISI ait dû être traité au lance-pierre avant la pause méridienne, mais elle salue l'intervention fort enrichissante de l'association négaWatt sur la transition énergétique.

Une idée fort originale émise par un collègue de l'assemblée a particulièrement retenu l'attention : la chorégraphie des AFiPA lors de la fête de la musique.

La direction va-t-elle la concrétiser ?

Pour 2024 cela risque d'être un peu juste pour les répétitions, mais qui sait.

DG-Pinocchio

Tel le nez du célèbre pantin de bois, ceux de l'ensemble des hauts gradés de notre Direction Générale doivent atteindre des longueurs fort remarquables vu les énormités qu'ils distillent au quotidien.

Depuis les premières rumeurs de la suppression de la responsabilité personnelle et pécuniaire (RPP) des comptables de la DGFIP pour mettre en place la responsabilité des gestionnaires publics (RGP), les organisations syndicales (OS) et l'association des conseillers et comptables publics (ACCP) ont dénoncé les risques pour les agents « de base », les exécutants non-comptables.

La DG via moult communiqués, vidéos et autres supports de comm' a toujours fait croire que les OS et l'ACCP étaient « pessimistes, alarmistes ... » et qu'il fallait lui faire confiance.

Tel Kaa dans l'œuvre de Rudyard Kipling, la DG a voulu nous entuber.

La preuve en est : le premier condamné est un simple adjoint.

Certes, il a commis des erreurs. Mais les erreurs d'autrefois sont maintenant devenues des fautes graves.

Le texte initial disait qu'il fallait, pour être sanctionné, la double condition d'une faute grave et d'un préjudice financier significatif.

Et d'ailleurs, significatif au vu de quoi ?

« Ne vous en faites pas, on verra à l'usage. Il ne devrait pas y avoir trop de risques » disaient nos Pinocchio de Bercy.

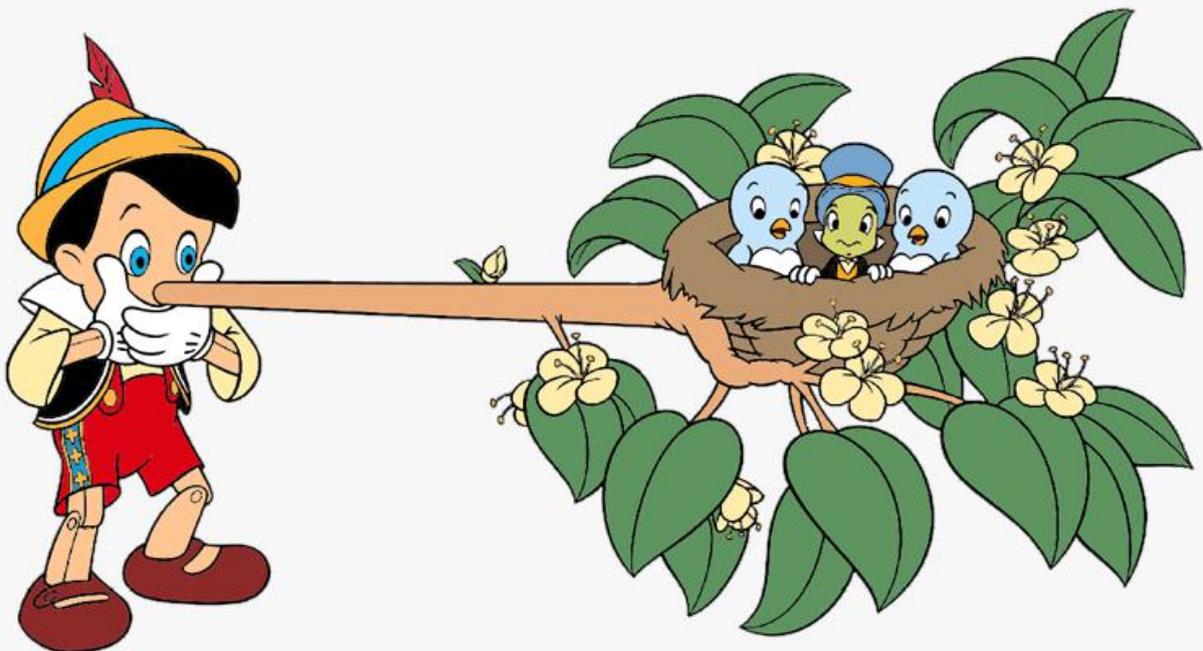
Manque de bol, les juges de la Cour des Comptes considèrent maintenant que : dès qu'il y a un préjudice financier, il y a une faute grave.

Où comment transformer une double condition en une condition unique pour pouvoir condamner le plus d'agents de la DGFIP possible.

Cette dernière pirouette a d'ailleurs été relayée par l'un de vos représentants CGT lors de la visite de notre nouvelle DG, Amélie VERDIER, le 16 mai dernier.

Sa réponse : « On va regarder ça de plus près. »

La Cigogne aussi va regarder les frasques de la Chambre du Contentieux de la Cour des Comptes de plus près.



#notallChefs

Lors de la convention des cadres A, un bilan a été fait sur les résultats de l'observatoire interne pour la DRFiP 67. Une bonne chose, pourrait-on dire, mais certaines remarques effectuées ont hérissé les plumes de la Cigogne.

Prenons l'exemple du management. Selon les résultats présentés, 45 % des agents sont satisfaits. Pour la direction, cela veut dire que la situation est "perfectible". Pardon ? Plus de la moitié des agents ont des problèmes avec leur management et c'est "perfectible" ?

Cela fait des mois, parfois des années, que les agents et les organisations syndicales soulèvent des problèmes de management les uns après les autres. Certains chefs de service sont identifiés pour leur toxicité et leur dangerosité pour la santé mentale de leurs agents et

cumulent signalement sur signalement, sans résultats. Parfois en étant déplacés dans un autre service, où les problèmes recommencent avec une rapidité remarquable.

Ne parlons même pas des délais de traitement des fiches collectives de signalement, quand elles sont réellement traitées, avec plus qu'une action symbolique. Par exemple, la fiche collective de signalement déposée par la trésorerie du SDEA en décembre n'a toujours pas été examinée en Formation Spécialisée.

Alors oui, on sait, #notallChefs. Il y en a des bons aussi, et heureusement. Mais ce n'est pas d'eux dont on veut parler aujourd'hui. Aujourd'hui, on veut parler des souffrances des agents, des problèmes de certains chefs et de l'inaction complice de leur hiérarchie.

Otage

Julian Assange, vous savez le journaliste et lanceur d'alerte aux multiples récompenses pour son travail. Les révélations WikiLeaks sur les puissants qui planquent leur argent dans les paradis fiscaux et sur les enrichissements par corruption, c'est lui et d'autres valeureux journalistes !

Après 7 années passées cloîtré dans l'ambassade d'Équateur à Londres, Julian Assange est emprisonné depuis 2019 en Grande-Bretagne.

Soit cinq années de détention pour ce prisonnier soupçonné d'espionnage.

Julian Assange pourrait actuellement dans une prison londonienne, dans un quartier de haute sécurité, où il ne voit le soleil qu'une heure par jour et où sa santé s'est fortement dégradée en raison de ses conditions d'emprisonnement. En attente du résultat de son ultime recours devant la justice britannique, il y attend son extradition vers les États-Unis où il encourt 175 années de prison.

Son crime ? Avoir révélé et publié des documents classifiés qui prouvent les meurtres et les exactions commis par l'armée américaine lors de la guerre en Irak.

L'espionnage c'est mal, sauf quand c'est les États-Unis qui espionnent les hauts dirigeants européens (révélations WikiLeaks sur l'activité d'écoute téléphonique illégale des dirigeants français par la NSA entre 2006 et 2012).

Cinq années d'enfermement donc pour ce prisonnier politique.

Halte aux deux poids – deux mesures : libérez Assange



Semaine en 4 jours à la DRFiP67

La question de la semaine en quatre jours était inscrite à l'ordre du jour du Comité Social d'Administration Local (CSAL) de la DRFiP67 qui devait se tenir le 14 juin. Mais la dissolution de l'Assemblée Nationale et ses répercussions en ont décidé autrement.

L'expérimentation locale se fera dans deux services : le Service des Impôts des Entreprises (SIE) de Strasbourg et la Direction avec un maximum de 10 agents par service. Les candidatures seront validées (ou pas) par la direction.

Ce qu'il faut retenir de cette expérimentation à la DRFiP67 souhaitée par notre ministre de la fonction publique :

- le choix d'y participer sera individuel et basé sur le volontariat ;
- il n'y aura pas de jour de fermeture du service ;
- l'expérimentation se fera bien sur une semaine en 4 jours (et non pas 4,5 jours ou de semaine de 4 et de 5 jours par alternance comme cela était également possible) ;
- le télétravail sera plafonné à 2 jours maximum par semaine et pourra être réduit à 1 journée par semaine « si le fonctionnement du service l'impose » ;
- l'amplitude horaire quotidienne de travail pourrait atteindre 10 heures ;
- l'expérimentation se fera sur un an à compter de septembre 2024 avec un bilan intermédiaire

au bout des 6 premiers mois ;

– l'expérimentation pourrait être arrêtée avant la fin prévue si la qualité de service et/ou les conditions de travail se détérioraient.

Pour le reste, les règles de gestion semblent inchangées.

Dans ce cadre relativement contraint, notamment l'amplitude horaire quotidienne demandée qui générera vraisemblablement un surcroît de stress et de fatigue, la suppression de 5 jours de congés pour un agent expérimentateur à temps complet, très peu de collègues des deux services expérimentateurs de la DRFiP67 risquent d'opter. De plus, cette expérimentation complexifiera vraisemblablement la gestion d'un des deux services expérimentateurs, le SIE de Strasbourg au vu de la taille du service (plannings, rotation des tâches...).

Pour rappel, la CGT considère que d'autres choix sont possibles en matière de réforme du temps de travail, des choix fondés sur une conception émancipatrice et de partage du travail. Elle revendique une réduction du temps de travail, la semaine de 32 heures de travail pour notamment partager le travail et libérer du temps pour la vie privée de l'agent.

La Cigogne reste donc dubitative sur l'utilité de l'expérimentation programmée à la DRFiP67.

Suite au prochain épisode.

JE ME SYNDIQUE à la CGT Finances Publiques

Nom : _____ Prénom : _____
Grade : _____ Indice : _____

Adresse administrative :

Bulletin à retourner au syndicat
par l'intermédiaire du correspondant
ou au secrétaire :

Gilles STREICHER au PCR
Strasbourg,

10 RUE SIMONIS, 67100 STRASBOURG

Tél : 03.90.41.20.07 ou (0049) 176 7666 49 43

